

# La Suisse n'est pas à l'abri d'un black-out hivernal

**La Commission fédérale de l'énergie s'inquiète pour la livraison du courant. Différents scénarios de crise seront examinés**

Une vingtaine de minutes - 19 exactement - c'est la durée moyenne des interruptions de courant chez les clients helvétiques l'an dernier. Un résultat très positif qui place la Suisse parmi les bons élèves en comparaison internationale. Un résultat qui n'empêche toutefois pas la Commission fédérale de l'énergie (ElCom) d'être préoccupée.

«Si la garantie de la sécurité de l'approvisionnement est garantie à court terme, force est de constater que les défis à moyen et long terme augmentent», écrit-elle dans son communiqué. Parmi les risques évoqués, la décision de la Suisse de sortir progressivement du nucléaire, qui, selon l'ElCom, menace potentiellement cette sécurité d'approvisionnement.

«Le développement des énergies renouvelables ne progresse que lentement, explique son président, Carlo Schmid-Sutter. Au rythme actuel, il nous faudrait environ 100 ans pour compenser le déficit dû à la désaffectation des centrales. Il nous faut combler au moins partiellement l'écart entre la consommation et la production indigène. Faute de quoi nous devrions importer davantage d'électricité.»

L'approvisionnement est particulièrement problématique en hiver, où la demande est forte. La situation durant les deux derniers hivers a déjà été tendue. Plusieurs centrales, qu'elles soient suisses ou françaises, étaient à l'arrêt. Autre facteur de tension: la météo. Janvier 2017 a été très froid et sec, contrairement à l'année précédente. Il a donc fallu recourir massivement aux réserves des lacs de rétention suisses. Et leur niveau n'a jamais été aussi bas.

Des travaux ont été entrepris sur le réseau de transports pour augmenter la flexibilité des importations, mais cela ne réduit pas

tous les risques. Aux problèmes technologiques qui peuvent altérer le fonctionnement des centrales s'ajoutent des incertitudes juridiques en ce qui concerne les relations entre la Suisse et l'Union européenne. Sans oublier la question de la disposition des pays voisins à exporter. Bref, pour l'ElCom, importer pourrait être de plus en plus compliqué.

Les Suisses auraient-ils minimisé ce point en disant oui à la Stratégie énergétique? «Il ne nous appartient pas de commenter un verdict populaire, répond Antonio Taormina, vice-président de la commission. Si nous sommes capables de construire tout ce qui a été prévu, et si nous réussissons dans le même temps à réduire notre consommation, tout se passera bien. Si nous n'atteignons pas les objectifs fixés, notre dépendance en vue de l'étranger augmenterait. Ce qui ne poserait pas de problème, tant que tout fonctionne normalement en Europe.»

Face à ces incertitudes, un accord sur l'énergie avec l'Union européenne devrait-il à nouveau devenir une priorité pour le Conseil fédéral? «Pour la sécurité de l'approvisionnement, ce serait une bonne chose», reconnaît, prudent, Antonio Taormina.

Pas question non plus pour le vice-président de l'ElCom de se mouiller sur le soutien aux barrages, qui fournissent actuellement la majorité de notre électricité. «C'est une décision politique. Notre rôle sera de juger le résultat.»

L'avenir est toutefois suffisamment préoccupant pour le gendarme de l'électricité pour qu'il analyse différents scénarios de crise. Des résultats chiffrés seront disponibles dès la fin de l'année. L'idée d'installer des centrales à gaz durant les mois d'hiver sera-t-elle étudiée? «Différentes hypothèses de travail seront examinées», répond l'ElCom.

«On peut vivre avec des incertitudes, conclut son président, Carlo Schmid-Sutter. Mais il faut savoir qu'elles existent.»

**Florent Quiquerez**